

Quelle organisation mettre en place pour une vidéoprotection efficace ? L'Exemple d'Orléans

17 juin 2009

**3ème Assises Nationale
de la Vidéosurveillance urbaine**

**Florent Montillot
Maire Adjoint d'Orléans
Vice Président de l'Agglomération**

Les principes de la vidéoprotection

- Servie par l'humain, au service de l'humain :
 - 1 téléopérateur pour 16 à 20 caméras (**Création d'un service de 12 téléopérateurs et de 6 agents polyvalents**)
 - Dispositif fonctionnant 24hx24h, 365 jours/an **au sein du CSO (Centre de Sécurité Orléanais de la police Municipale)**
 - Forte réactivité de la police municipale sur le terrain, en cas de problème signalé (environ 2 minutes)
- Nombreuses interpellations et élucidations dues à la présence des caméras

Les Principes de la Vidéoprotection

- Principe de la « toile d'araignée ».
- Implantation dans tous les quartiers sans exception.
- 80 caméras publiques installées en 7 ans.
- 2 modes de transmission (fibre optique + Wimax)
- Respect scrupuleux des libertés publiques.
- Mais pas de « Comité d'éthique » injustifié.
- Taux d'adhésion exceptionnel de la population
(plus de 75%)

Localisation des caméras dans la ville



Tous les plans sont fournis à la Police nationale

le nouvel Orléans me sourit



Exemple de champ de vision de caméras



Caméras 360° - Zoom puissant x 35 – masquage dynamique

le nouvel Orléans me sourit



Supervision des caméras au CSO



(Quadra vision en 2008, Multivision 8 à 12/écran en 2009)

le nouvel Orléans me sourit



Stockage numérique au CSO



Stockage des images pendant 14 jours (12 images/seconde en 2009)

le nouvel Orléans me sourit



Transfert d'images du CSO au CIC

- **Dispositif de transfert des images des caméras vidéo du CSO** qui permet une visualisation en direct des images sur 4 écrans en quadra vision du CIC de la Police Nationale.
- **Sur un événement particulier** (manifestation, maintien de l'ordre, opérations de police,...) l'opérateur du CIC peut demander à l'opérateur du CSO une visualisation spécifique.
- **Liaison directe entre le CSO et le CIC** par fibre optique, mais aussi par une ligne téléphonique sécurisée et dédiée.
- **Présence en cas de besoin d'un OPJ** au sein du CSO pour visualiser l'ensemble des images et communiquer en direct avec le DDSF et/ou le CIC (ex : St Sylvestre, V.U,...)

Mise en place d'un dispositif de télésurveillance

- **Objectif** : 270 bâtiments publics à protéger la nuit :
 - ➔ Avec en 2001, un simple dispositif de téléalarme 1000 alarmes intempestives par an (3 par nuit !)
 - ➔ de 2004 à 2011, généralisation d'un dispositif de levée de doute par télésurveillance
- **Avantages considérables** :
 - ➔ Effondrement des dégradations sur les bâtiments publics.
 - ➔ Diminution sensible des interventions de la police municipale en cas de déclenchement d'alarmes
 - ➔ Hausse corollaire des patrouilles de la police municipale sur la voie publique
 - ➔ Baisse significative des coûts d'assurance

Efficienc e de la vidéoprotection

1. Coût

Vidéo Protection : 80 caméras publiques
+ aménagement du CSO = 2M€ (en 7 ans)

- **Évolution des prix** (division par 2 en 7 ans : 15 K€ en 2008 au lieu de 30 K€/ caméra en 2001)
- **Télésurveillance des 250 bâtiments publics** : 700K€ (en 8 ans) fin du programme d'équipement en 2011
- Sans compter l'équipement vidéo des **transports publics** à 80 GO (achevé fin 2008) et des **halls de logements H.L.M.**

Efficienc e de la vidéoprotection

2. Économies

- **Chute spectaculaire des dégradations** sur les 250 Bâtiments Publics (0€ depuis 2006, 30K€ au cours des évènements de 2005, 1M€ à 2M€ au début des années 2000)
- **Chute des primes annuelles d'assurance :**
800K€ en 2001/2002, 50K€ en 2007/2008, soit une **économie de 750K€/an**
- **Économies sur les dépenses de téléphone**, dans les services excentrés, grâce à l'extension de la fibre optique, **300 à 400K€ d'économie par an.**
- **Économies considérables pour le secteur privé :**
bâtiments privés, nombre de véhicules volés, nombre de véhicules incendiés, Tags, ...
- **Aide au développement économique :**
(taux d'implantation et de création élevés, taux de chômage faible)

Effizienz de la vidéoprotection

3. Quelques exemples caractéristiques

- Nombre de réquisitions judiciaires
- Affaires emblématiques solutionnées grâce à la vidéo
- Lutte contre l'économie souterraine (cf témoignage gendarmerie)
- Lutte contre les violences urbaines (cf chute du taux des véhicules brûlés et gestion des V.U. en Novembre 2005)



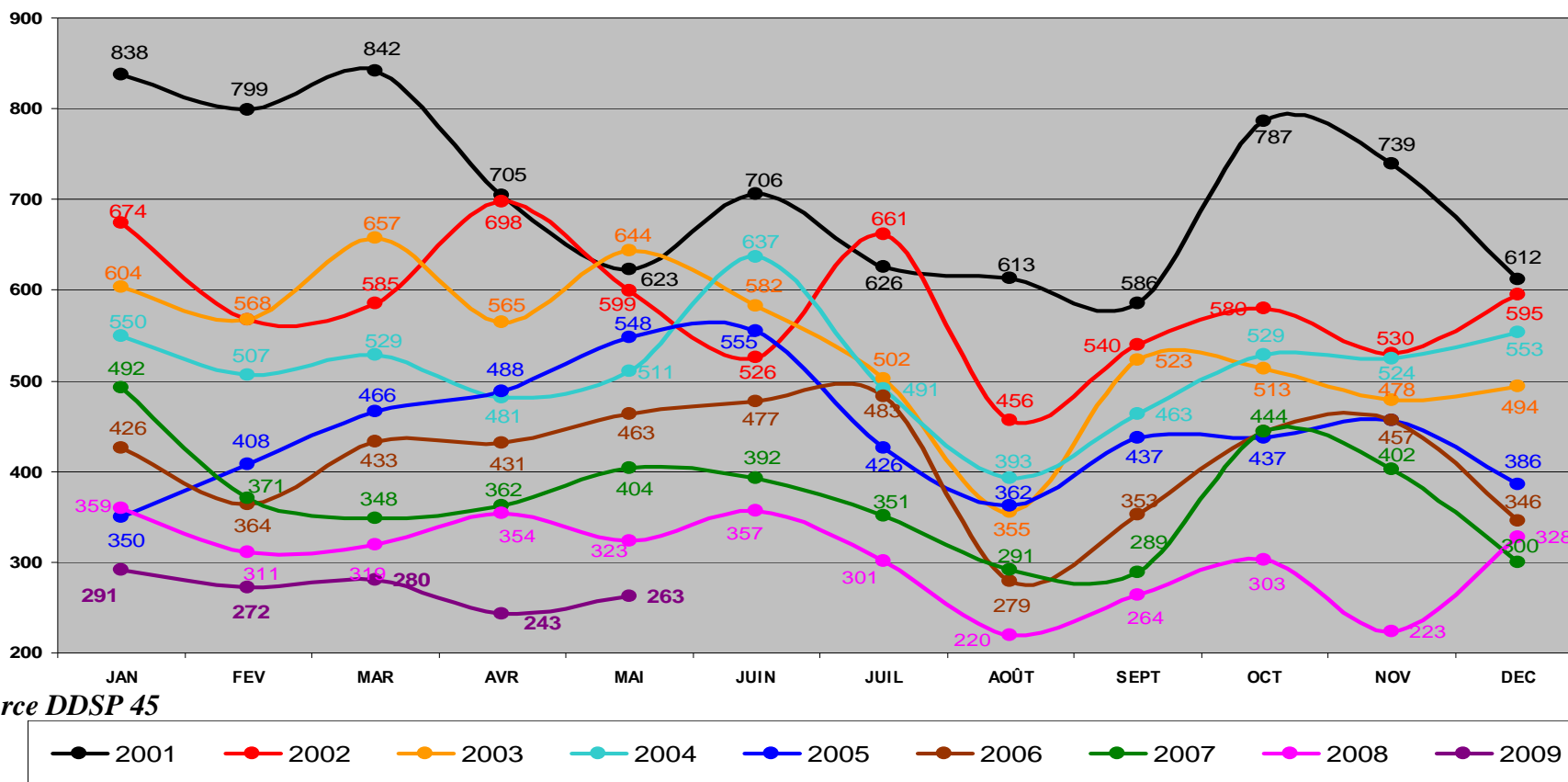
Evolution de la Délinquance entre 2001 et 2009



Des résultats emblématiques

- **8 années** de baisse consécutive, de 2001 à 2009.
- Plus forte baisse de la délinquance de proximité en France depuis 2001 : **-61,3%**
- Le nombre de délits est passé de **28/jour** au premier trimestre 2001 à **9/jour** au premier trimestre 2009 (**-66% en tendance**).
- Une baisse de la délinquance générale 3 fois plus rapide à Orléans (**-42,5%**) qu'en France et que dans le Loiret (**-12 %**)
- En 8 ans, ces résultats ont permis d'épargner **25 047** victimes.
- Le taux d'élucidation est passé de **17%** en 2001 à près de **40%** en 2008/2009.
- La part des mineurs dans la délinquance a chuté de **-21%**

Évolution mensuelle De la délinquance de proximité (2001 à 2009)

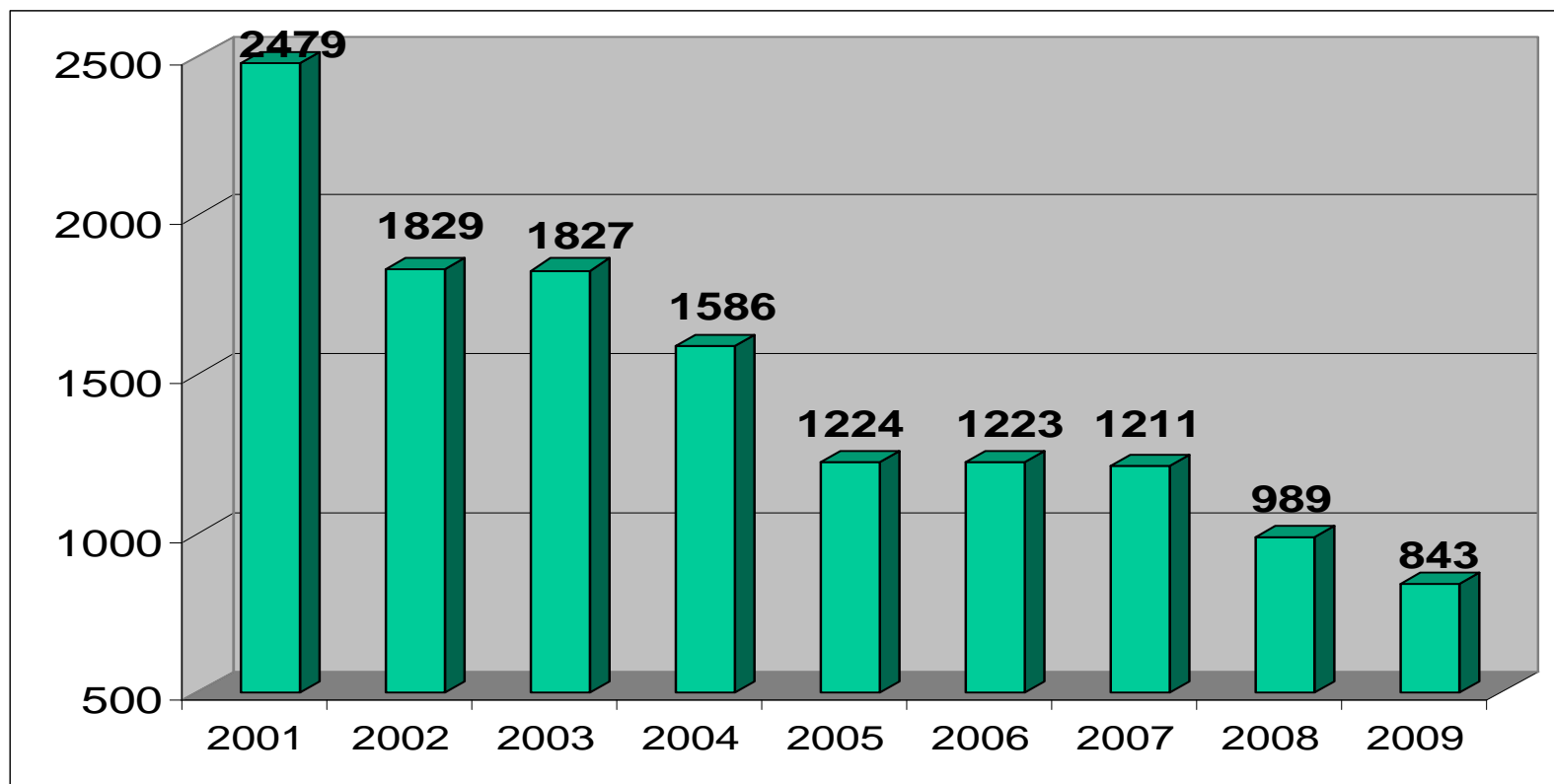


Source DDSP 45

2009 marque à Orléans, la 8^{ème} année consécutive de baisse de la délinquance. C'est la première fois dans l'histoire de la Vème République. Cette chute s'élève à -18,8% par rapport à la même période de 2008 et à -61,3% par rapport à 2001.



Délinquance de proximité à Orléans 1ers trimestres 2001 à 2009 : la baisse s'accélère

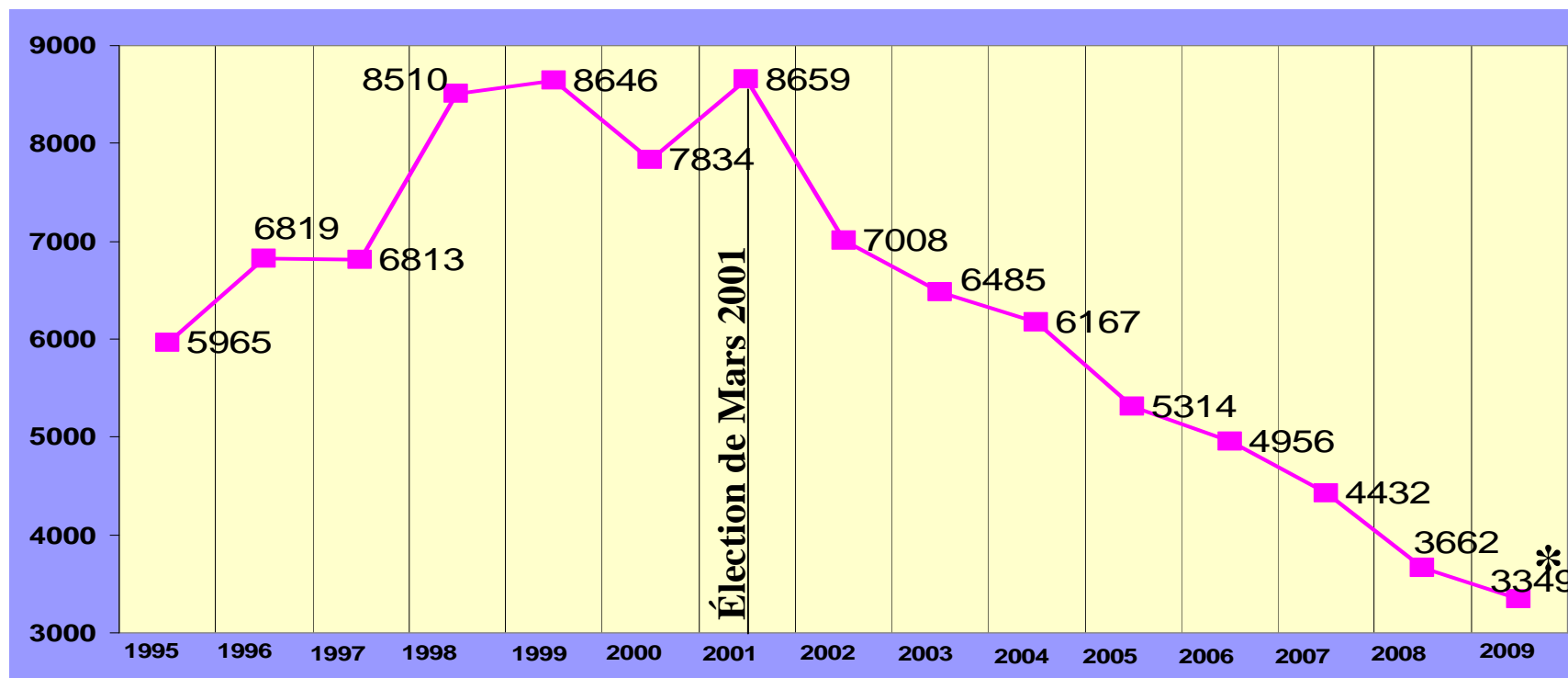


La baisse de la délinquance de voie publique s'est accélérée au cours du 1er trimestre 2009, avec **-15%** par rapport à la même période de 2008. Elle est encore plus forte par rapport au 1er trimestre 2001 avec une chute spectaculaire de **-66%**

le nouvel Orléans me sourit



Évolution annuelle de la Délinquance de proximité (1995 à 2009)



* Sur les 12 derniers mois (1/06/08 à 30/05/2009)

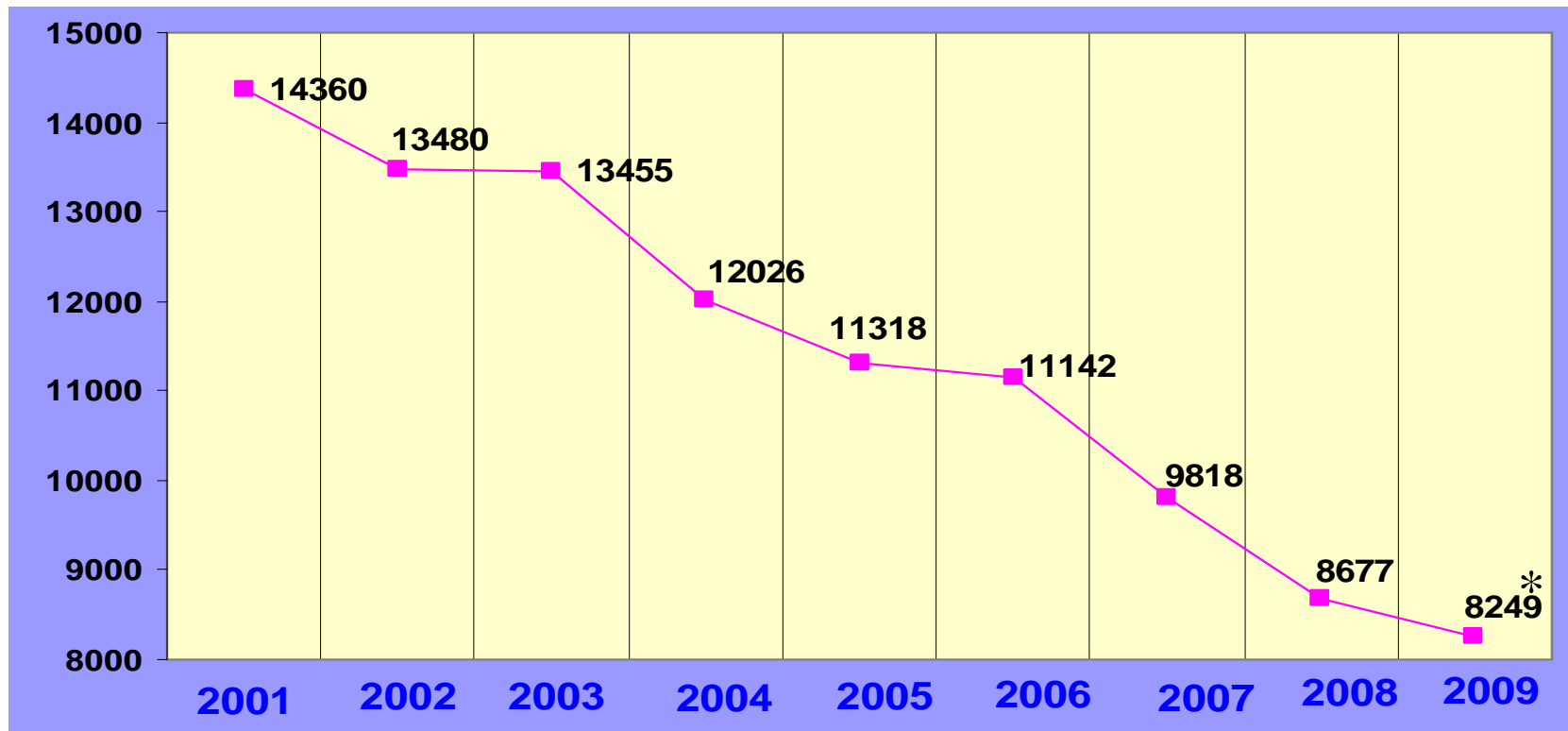
Source DDSP 45

Avec une chute spectaculaire de la délinquance de proximité de -61,3% en huit ans, la politique de sécurité a permis d'épargner 25 047 victimes. En 2008, le nombre de dépôts de plaintes est passé pour la première fois au dessous du seuil des 4000 plaintes (3662), soit un niveau comparable à celui du début des années 80...

le nouvel Orléans me sourit



Délinquance générale (EFC) de 2001 à 2009

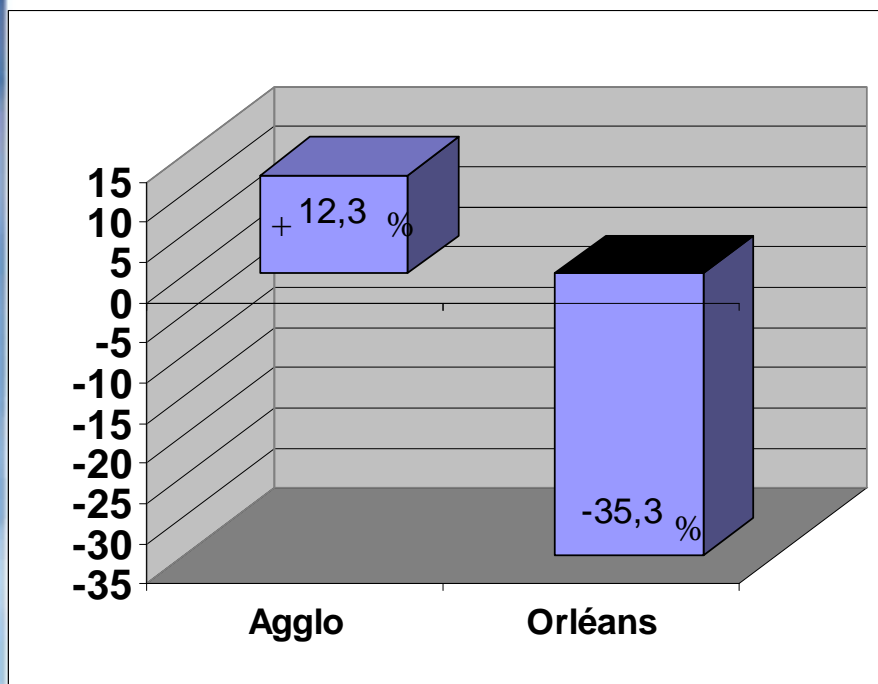


* Sur les 12 derniers mois (1/06/08 à 30/05/09)

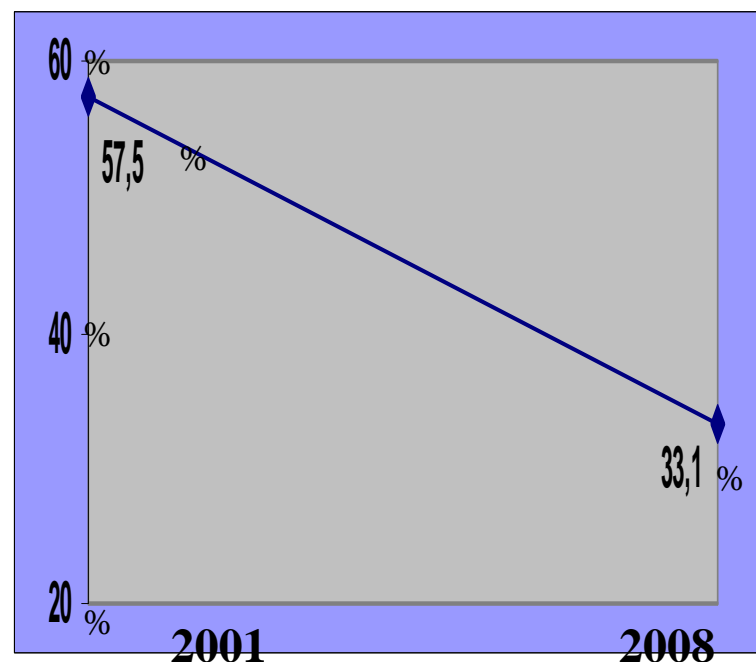
Source DDSP 45

De 2001 à 2009, l'ensemble des faits constatés a baissé de - 42,5 % contre 12% au niveau national. La baisse a été 3 fois plus rapide à Orléans. Le taux de criminalité est ainsi passé de 128‰ habitants en 2001 à 72‰ habitants en 2009.

VEHICULES INCENDIES TABLEAU COMPARATIF 2001/2008 ORLEANS /AGGLOMERATION

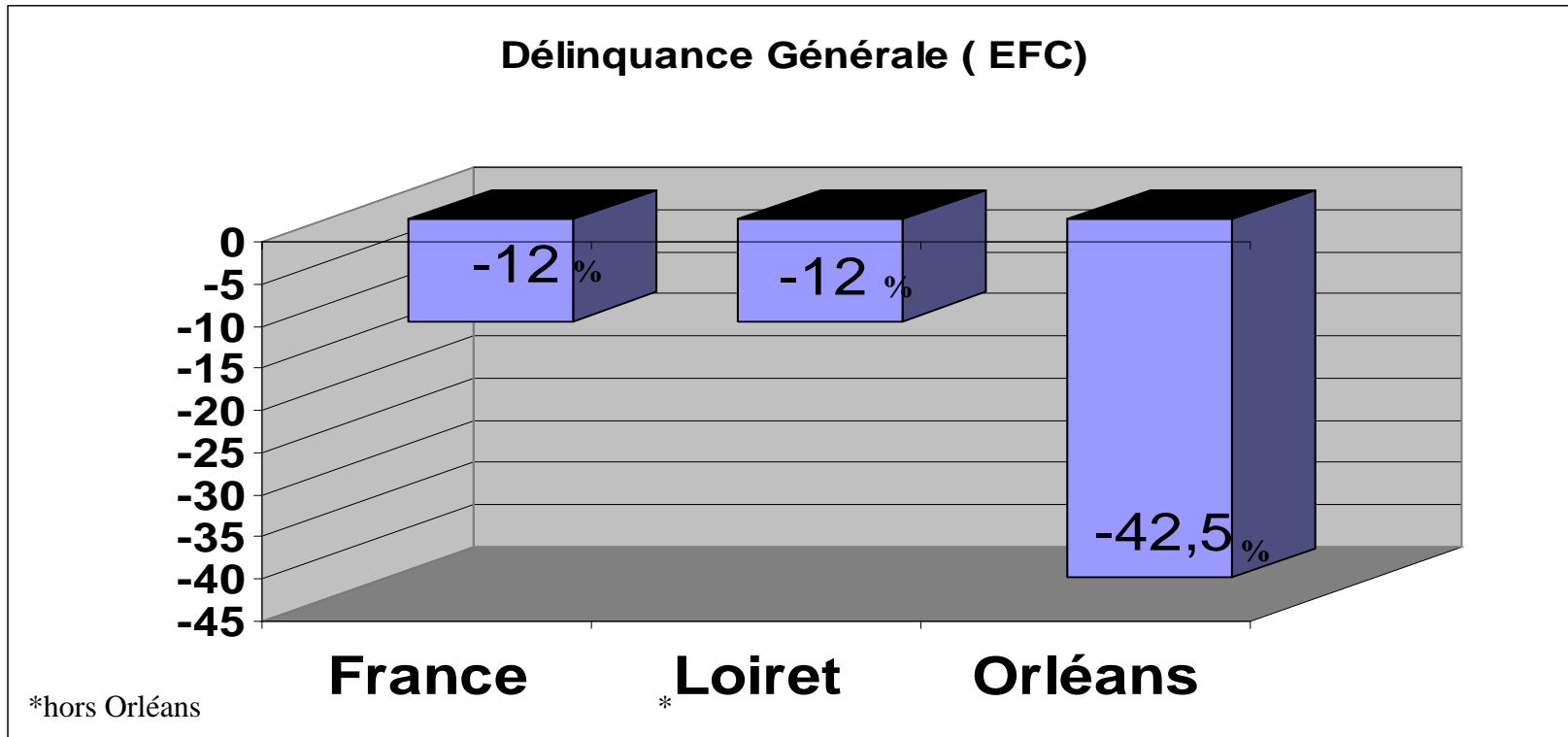


Évolution de 2001 à 2008
entre l'Agglo et Orléans



Part d'Orléans dans
l'Agglo de 2001 à 2008

Évolution Comparative de la Délinquance 2001-2009



- En 7 ans la Délinquance a baissé 3 fois plus vite à Orléans (-42,5%) (qu'en France (-12 %) et que dans le reste du Loiret (-12%).